

## Sybille van den Hove

Chercheur au Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3ED)\*

« **L**es questions scientifiques ne furent que peu discutées à Kyoto. (...) Ce sont plutôt sur les questions politiques et techniques

que les débats se sont focalisés. » Comme Bert Bolin, ex-président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (Giec), de nombreux commentateurs ont souligné l'évolution des discussions sur le changement climatique : elles ne portent pratiquement plus sur les bases scientifiques qui motivent une action internationale, mais bien sur les modalités de l'action.

Ce relatif consensus international peut s'expliquer par des facteurs de plusieurs ordres, notamment scientifique, politique et psychologique. Un haut responsable du département d'Etat américain, très impliqué dans la négociation, indique que si l'on assiste à une telle évolution, « c'est parce que depuis plus de vingt ans, la science [du changement climatique] a toujours pointé dans la même direction ». La publication en 1996 du second rapport du Giec - qui témoigne d'un consensus nettement plus affirmé au sein de la commu-

LIRE  
REPERES  
PAGES 56-57

## Diagnostic

# Une science moins contestée

**Finis les débats houleux sur la validité scientifique des analyses qui concluent à l'existence d'un risque majeur de déstabilisation du climat. Malgré les incertitudes, la communauté internationale est globalement d'accord sur le diagnostic.**

construire une argumentation en faveur de l'action. Pour le nouveau président du Giec, Robert Watson, le déplacement du débat s'explique par le fait qu'« un nombre suffisant de gouvernements considère aujourd'hui qu'il existe assez de preuves pour agir. Une telle situation a servi de déclencheur à l'action, malgré la présence de fortes incertitudes. »

A ce constat s'ajoutent des considérations d'ordre politique, comme l'intégration de plus en plus fréquente du concept de développement durable dans les discours des dirigeants, en particulier depuis la conférence de Rio de 1992. Ces discours s'inscrivent sur un fond de prise de conscience croissante par le grand public de l'existence de risques environnementaux majeurs et de la nécessité d'agir, au nom du « principe de précaution ».

Des changements sont probablement intervenus également dans les représentations mêmes du problème chez les différents acteurs. Il semble qu'il y ait eu un ancrage progressif de l'idée de l'existence d'un risque climatique, ancrage qui s'est moins construit sur la validité des théories scientifiques que sur l'apparition récurrente de la question dans le débat public. A force de parler du problème, on s'interroge moins sur son existence.

D'autre part, on peut remarquer un effritement progressif - quoique loin d'être achevé - d'une représentation de la science en tant que pourvoyeuse de vérités absolues, dépourvues d'incertitudes. La question scientifique du changement climatique constitue un exemple puissant de ce que peut et ne peut pas faire la science. Pour les différents acteurs, on assiste donc à un double changement de représentation.

Ces quelques éléments expliquent partiellement le changement qui s'est cristallisé à Kyoto. Mais, malgré l'optimisme de certains commentateurs, la contestation de l'existence du problème n'a pas complètement disparu. Elle est encore bien vivante, notamment aux Etats-Unis, au sein de groupes d'intérêts spécifiques liés à l'industrie du pétrole et du charbon. Ainsi, le républicain Jack Kemp a annoncé que dans une éventuelle campagne présidentielle contre le démocrate Al Gore, il « dirait au peuple américain la vérité : les Américains ne sont pas responsables du réchauffement de la Terre ». On constate cependant que la contestation prend de moins en moins la forme d'un débat scientifique. Elle reflète plus une lutte d'intérêts particuliers, dans laquelle la validité scientifique des arguments est secondaire par rapport à des énoncés d'ordre idéologique ou politique. ■

\* Université de Versailles  
St.Quentin en Yvelines  
47, bd. Vauban - 78280 Guyancourt  
cedex.  
Tel : 01 39 25 53 75.  
Fax : 01 39 25 53 00.  
E-mail :  
sybille.vandenhove@c3ed.uvsq.fr



L'UNIVERS DE COPERNIC © W. TURNOWSKY

nauté des savants -, a contribué à l'acceptation progressive de l'existence du problème par un nombre croissant d'acteurs. Parallèlement, les événements climatologiques et météorologiques parfois extrêmes qui ont ponctué ces dernières années, s'il reste impossible aujourd'hui de les considérer comme des preuves de l'existence d'un changement climatique, n'ont pas moins constitué pour beaucoup des éléments tangibles sur lesquels